

MARX ET LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

MARX ET LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

Lorsqu'en 1844, à Paris, Marx et Engels décident de militer ensemble après avoir constaté leur accord dans les principaux domaines théoriques, ils ont respectivement 26 et 24 ans.

Chacun des deux intellectuels allemands a une expérience un peu différente derrière lui. L'un, Engels, a dû quitter le lycée pour acquérir, selon la volonté de son père, des connaissances pratiques dans le monde des affaires. Le père d'Engels est un industriel du textile qui possède des usines en Allemagne et en Angleterre, à Manchester. L'autre, Marx, a d'abord suivi des études de droit, puis de philosophie. Tous deux partagent, avec toute une partie de la jeunesse intellectuelle allemande, d'avoir participé à la contestation de cette société allemande qui est encore morcelée en une multitude de petits domaines royaux ou princiers ou de duchés rivaux, alors que l'Europe a été soulevée par l'espoir qu'a suscité la grande Révolution française de 1789 en balayant les vieilleseries du Moyen-âge. Au moment où Marx et Engels étudient, toute la jeunesse intellectuelle allemande vibre d'idéal. La contestation apparaît dans la poésie, la philosophie... Les jeunes têtes refont le monde, démontent la supercherie de la religion. Une partie d'entre eux, comme Hess, se dit communiste et édite un journal : "La Gazette Rhénane". Engels y écrit des articles, Marx en devient rédacteur en chef après deux années de collaboration.

La police qui a d'abord toléré cette agitation, surveille de près ces jeunes contestataires. Depuis 1843, Marx est déjà connu des services de police. Selon un rapport : "Il est prêt à mourir pour ses idées."

A cette époque, Marx et quelques autres, dont Ruge, se détournent de ce milieu qu'il juge trop replié sur lui-même. Il leur faut toucher les masses. Comment ? L'expérience que possède Marx, c'est celle du journalisme révolutionnaire. Il essaie donc de créer un journal populaire. Marx est en effet convaincu que la force qui pourra changer la société, ce sont les ouvriers.

Engels de son côté, a travaillé en Angleterre, à Manchester, dans les usines de son père. Il en a profité pour observer le seul pays alors complètement gagné par la révolution industrielle. Il est désormais persuadé que pour comprendre l'histoire du monde actuel, et pour le changer, il faut comprendre l'économie ; c'est là que se trouve la clé des contradictions de la société.

Marx, qui recherche un endroit où il puisse s'exprimer librement, s'est installé à Paris pour y monter son journal. Il y passe son temps à rencontrer des militants socialistes, communistes. Il découvre Bakounine, Proudhon. Surveillé par la police prussienne, il doit prendre toutes sortes de précautions. Sa correspondance est ouverte par la censure, il le sait et nomme le moins de monde possible dans ses lettres, se fait envoyer le courrier chez des tiers, déforme son écriture sur les enveloppes. Quoiqu'il en soit, Marx commence par tisser un réseau de relations avec les militants se trouvant à Paris, qu'ils soient comme lui dans l'émigration ou français.

Parallèlement, il continue à publier des articles dans un journal populaire allemand. Le gouvernement allemand ne le lâche pas et obtient en janvier 1845 qu'il soit expulsé de France. Marx continue alors son travail à partir de la Belgique et il demande à Engels de venir le rejoindre.

EN 1845, LA DECOUVERTE DU TRAVAIL D'ORGANISATION : A LONDRES, LA LIGUE DES JUSTES, DE WEITLING

Six mois plus tard, tous deux partent pour l'Angleterre qui rassemble sur son sol à la fois la classe ouvrière la plus nombreuse, les premières organisations véritablement ouvrières et des militants d'envergure. A Londres, ils découvrent la Ligue des Justes, qui va leur fournir leurs premières idées sur le travail d'organisation. La Ligue des Justes est une organisation secrète comme il s'en est beaucoup construit à travers l'Europe aux lendemains de la Révolution française, sur le modèle de la Conspiration des Egaux de Babeuf qui fut la première organisation secrète communiste au lendemain de 1789. Les militants de la Ligue des Justes sont des artisans allemands, tous expulsés de leur pays. Leur dirigeant le plus populaire se nomme Weitling. C'est lui, un ouvrier tailleur, qui avait participé à la création de la Ligue, en 1836 à Paris.

La personnalité de Weitling, mais aussi celle de Moll qui est horloger, de Bauer qui est cordonnier ou encore de Schapper, impressionnent Marx et Engels. Weitling avait dû fuir la France au bout de trois ans ; exilé en Suisse, il y avait fait une année de prison pour "blasphème, attaque contre la propriété et constitution d'une société secrète pour la propagation du communisme". Après quoi il a été livré à la Prusse. Schapper a participé à des conspirations en 1832, 1833 et 1839, en Allemagne, en France et en Italie. Bauer et lui sont décrits par Engels comme deux hercules.

La Ligue des Justes avait conservé des anciennes sociétés secrètes l'idée d'un groupe fermé, restreint et dont on n'a d'ailleurs aujourd'hui que bien peu de traces. Mais elle y adjoint une deuxième association plus large, qui en 7 ans comptera 400 à 500 membres. Il faut être proposé par un membre et accepté par un second pour y adhérer, et il y a également des "membres libres" qui, eux, assistent aux cours, cotisent, sans être mêlés aux problèmes de fonctionnement. Le programme est plutôt dense. Le premier soir, on y fait de l'anglais, le second de la géographie, le troisième de l'histoire, le quatrième du dessin et de la physique, le cinquième du chant, le sixième de la danse et le septième de la politique communiste. Les membres sont tenus de payer une amende quand ils ratent une séance d'instruction. Le programme est renouvelé tous les six mois. Cette association reliée à la Ligue des Justes ne regroupe pas que des Allemands, mais aussi d'autres militants qui ont dû fuir leur pays en venant à Londres : des Hollandais, des Scandinaves, des Hongrois, des Tchèques, des Slaves du sud, des Russes.

Mais Marx a un problème avec Weitling. Weitling ne croit pas que l'on peut transformer la société par des réformes, par la persuasion : il est du côté des pauvres, des exploités et se méfie des intellectuels. Mais pour changer la société, Weitling compte sur les plus pauvres, les exclus et envisage de constituer une armée de 40 000 brigands. Weitling considère que les pauvres sont toujours prêts pour la révolution, comme lui. Il est contre tout travail politique de propagande préparatoire. "Ou bien l'humanité est, dit-il, nécessairement, toujours mûre pour la révolution, ou bien elle ne le sera jamais." Ce à quoi Marx répond : "Que je sache, l'ignorance n'a jamais aidé personne." En l'absence de théorie qui lui serve de boussole, Weitling s'égaré plus encore : il fait de la démagogie en raccrochant son communisme à la religion, prétend revenir au christianisme primitif. Marx et Engels mènent un combat sans concession publiquement, auprès des partisans de Weitling. Et c'est finalement Weitling qui doit quitter la Ligue des Justes, en mai 1846.

EN 1846, UNE ORGANISATION DE PROPAGANDE MARXISTE : A BRUXELLES, LA SOCIETE D'EDUCATION OUVRIERE

C'est avec en tête le modèle de l'Association des ouvriers allemands de Londres que Marx et Engels vont à Bruxelles au printemps 1846 pour y poursuivre leur travail d'organisation. C'est que Bruxelles est alors la plaque tournante en matière de littérature clandestine. Ils y créent une "Société d'éducation ouvrière". Marx et Engels ont donc fait le choix d'une organisation ouverte, dont l'activité essentielle est le travail de propagande, et non celui de l'organisation secrète, préparant des conspirations. Marx y tient des conférences sur l'économie politique.

Fort de cette base de travail judicieusement choisie, Marx va entreprendre un autre travail parallèle tout aussi important : il s'agit de créer, à l'échelle internationale cette fois, un réseau permettant l'échange des idées socialistes et, bien entendu, devant lui permettre de défendre ses propres idées. Concrètement, Bruxelles devient le centre d'un réseau de "Comités de correspondants". Fin 1846, il y a, outre le Comité de Bruxelles, essentiellement composé d'ouvriers, un comité à Paris, et un autre à Londres.

A Paris, c'est Engels qui s'est rendu sur place pour mettre en place le Comité, qui mène une propagande intense parmi les artisans allemands. Voici des extraits de rapports qu'Engels envoie à Marx.

"Que font les gens de Cologne ? Ici il se passe toutes sortes de choses : 1) J'ai été plusieurs fois en contact avec les ouvriers d'ici, c'est-à-dire avec les dirigeants des menuisiers du faubourg Saint-Antoine. Ces gens-là ont une organisation particulière.(...) Ces gars, c'est-à-dire environ 10 à 20 d'entre eux, se réunissent chaque semaine pour - jusqu'à présent - discuter. Mais les sujets vinrent à manquer. (...) Puis je suis arrivé, j'ai exposé deux fois la situation allemande depuis la Révolution française, à partir de la situation économique. Ce qu'ils entendent dans ces réunions hebdomadaires est étudié à fond le dimanche dans les assemblées de barrière - (C'est ainsi qu'on appelait les réunions publiques qui se tenaient aux portes des faubourgs, dans les quartiers populaires, aux anciennes barrières d'octroi.) - où viennent Pierre et Paul avec femmes et enfants. Là on discute en gros de "questions sociales", abstraction faite de toute espèce de politique. C'est une bonne chose pour attirer des nouveaux car c'est entièrement public. Souvent il y a plus de 200 personnes aux réunions". (Correspondance Marx/Engels, tome 1). Il y a donc chaque semaine des réunions de militants

ouvriers qui vont ensuite intervenir plus largement dans des réunions publiques, elles aussi hebdomadaires.

Marx demande à Proudhon de s'associer à ce travail à Paris. Proudhon refuse. Lui aussi pense que seule l'action compte, et pas la préparation. En fait, Proudhon, comme Bakounine et Weitling, cachent derrière leur hostilité à la théorie, qu'ils refusent de débattre ouvertement avec Marx l'influence sociale d'autres milieux que ceux de la classe ouvrière.

A Londres le Comité de correspondance est dirigé par Schapper, Bauer et Moll, que Marx avait rencontré en Angleterre et qui formaient l'Association des ouvriers allemands de Londres. Les Comités de correspondance de Londres et de Paris envoient des comptes rendus réguliers à Bruxelles, qui joue le rôle de centre, parfaitement organisé.

EN 1847, LA PREMIERE ORGANISATION COMMUNISTE : A LONDRES, LA LIGUE DES COMMUNISTES

Au début 1847, une opportunité se présente à Marx et Engels, qui va marquer une accélération du cours des choses. Ils sont invités à adhérer à la Ligue des Justes. Ils acceptent mais à condition que celle-ci soit réorganisée. Un congrès est convoqué à Londres pour l'été 1847 où il s'agit de fusionner les trois organisations constitutives du Comité de correspondance. Il y a peu de délégués présents, mais personne ne s'en émeut. Les trois associations, celle de Londres, celle de Paris et celle de Bruxelles, prennent la résolution de se regrouper dans une ligue, qu'ils nomment Ligue des Communistes. Le but est clairement annoncé dans l'article 1 des statuts : "Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, la suppression de l'ancienne société bourgeoise, basée sur l'antagonisme de classes, et la fondation d'une nouvelle société sans classe ni propriété individuelle."

L'ancienne devise de la Ligue des Justes, "Tous les hommes sont frères", est remplacée par un cri de ralliement lancé aux ouvriers de tous les pays : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

Chacun des membres de la Ligue doit militer pour le communisme et mener une vie conforme à ce but. Le principe du "centralisme démocratique" est à la base de l'organisation : la "cellule" de base n'a pas encore ce nom, mais l'idée est là : le noyau fondamental de l'organisation est constitué par un groupe de ses membres. On l'appelle la communauté. A l'échelle d'une région, les communautés se donnent une direction, un Comité régional. Et au niveau national, les différentes régions s'unissent sous la direction d'un centre unique, dont les décisions s'appliquent à tout le pays.

Tous les membres responsables sont élus, et un nouveau vote peut les révoquer. La démocratie est donc l'élément complémentaire du centralisme. Enfin, si dans certains cas le parti sera encore secret, ce secret n'aura pas le même sens que celui des anciennes sociétés secrètes. C'est uniquement pour se donner le droit à l'existence, que dans bien des cas la bourgeoisie leur refuse, que les communistes doivent cacher leur organisation. Mais, même dans ce cas, l'idée essentielle est que les idées, elles, n'ont rien de conspiratif. Cette façon de construire l'organisation, ce fonctionnement, seront ceux qui serviront plus tard de modèle pour la construction des jeunes Partis Communistes.

A ce Congrès de l'été 1847, il est décidé de faire paraître une revue populaire communiste, un organe central, mais il n'en paraîtra qu'un numéro. Le Congrès suivant, quelques mois plus tard, en novembre 1847, porte sur le programme de la Ligue Internationale des Communistes. Marx est chargé de la rédaction. Malgré son talent littéraire, Marx ne travaille pas facilement. Il y passe un temps considérable. Certains de ses brouillons indiquent à quel point il doit travailler et retravailler, et le soin qu'il apporte à chacune de ses phrases. Finalement, le résultat de ce travail est un ouvrage qui deviendra mondialement célèbre : Le Manifeste. Il date de début février 1848, et paraît donc juste quelques jours avant la révolution de Février 1848.

EN 1848, LE PREMIER PROGRAMME COMMUNISTE : LE MANIFESTE

Dès les premières lignes du Manifeste, Marx déclare : "Il est grand temps que les communistes exposent, à la face du monde entier, leurs conceptions, leurs buts et leurs tendances ; qu'ils opposent aux fables que l'on rapporte sur ce spectre communiste un manifeste du parti lui-même".

Le Manifeste est un ouvrage d'une grande portée et qui reste encore aujourd'hui d'une lecture importante, parce qu'il procède d'une méthode à la fois scientifique et globale. Marx commence par y faire une analyse du développement des classes sociales, où il met en lumière que le prolétariat se développe fatalement en même temps que la bourgeoisie. C'est de cette constatation qu'il déduit son rôle révolutionnaire et la nécessité pour lui de constituer un parti indépendant. Ce parti, souligne le Manifeste n'est pas opposé aux autres partis ouvriers, et il ne s'en distingue qu'en ce qu'il représente l'avant-garde des ouvriers, le souci de la marche générale du mouvement.

Ensuite, le Manifeste élabore une tactique pour les communistes : là où la bourgeoisie domine déjà, ce qui n'est pas le cas partout, la lutte du prolétariat est toute entière dirigée contre elle. Mais là où, comme en Allemagne, la bourgeoisie ne fait qu'espérer parvenir au pouvoir politique, le parti communiste la soutient dans sa lutte contre les vieilles classes sociales du passé, comme la noblesse, et contre les vieux systèmes politiques, comme la monarchie. Mais les communistes, même dans ce cas, ne cessent jamais leur critique de la propriété individuelle, qui est la base de la société bourgeoise.

Au moment même où le Manifeste est mis sous presse, la révolution éclate et secoue toute l'Europe. Les historiens ont depuis donné à la révolution de 1848 le nom de "printemps des peuples". Pendant deux ans, de 1847 à 1849, la vague révolutionnaire soulève les peuples en France, Suisse, Belgique, Italie, Pologne, Allemagne, Hongrie. Dans toute l'Europe, les anciens régimes sont la cible de ce mouvement révolutionnaire. La bourgeoisie entraîne les peuples dans son sillage en réclamant la République, le suffrage universel, les libertés de presse et de réunion.

EN 1848, LA REVOLUTION TRANSPORTE MARX ET ENGELS EN ALLEMAGNE

Les militants de la Ligue des Communistes sont en grande majorité allemands et tournent leurs regards vers l'Allemagne. Dans l'attente que la révolution gagne l'Allemagne, les militants de la Ligue se rendent en Belgique ou en France, prêts à y accourir. Marx qui

s'est fait expulser de Belgique au moment où la révolution de février a éclaté se retrouve à Paris. Quant à Engels, il a été expulsé de France juste à la veille de février 1848, et se trouve à Bruxelles.

A Paris, les journées qui suivent les journées de Février et l'instauration de la République sont des journées d'enthousiasme. Dans le milieu des exilés allemands, des militants prônent la guerre révolutionnaire contre les monarchies qui sont à leurs yeux un danger mortel pour la République dont ils attendent des transformations sociales. Ils se souviennent en effet de la grande Révolution française de 1789 qui n'a assuré son existence contre les armées étrangères que grâce à une levée en masse de la population en armes. Les démocrates allemands en exil constituent une légion : elle regroupe 2 000 hommes et se prépare à aller proclamer la République en Allemagne et à libérer la Pologne. Le gouvernement français, avec à sa tête Ledru Rollin, Louis Blanc, Flocon, bien content de les voir partir, leur paye même le voyage. La légion est arrêtée à Strasbourg par l'armée allemande.

Marx propose de son côté à ses camarades de rejoindre l'Allemagne isolément, chacun vers une ville, pour y créer des organisations ouvrières. Les membres de la Ligue des Communistes et la Légion quittent Paris le 1er avril 1848.

Engels se rend dans la ville de Barmen, où il a vécu adolescent. Wolff (1809-1864), un instituteur allemand, fils de journalier et l'un des co-fondateurs des Comités de correspondance, se rend à Breslau ; Schapper (1812-1870), ex-dirigeant de la Ligue des Justes, est affecté à Wiesbaden ; Born (182-1898), un typographe, à Berlin ; Wallau (1823-1877), un autre membre de la Ligue des Communistes, à Mayence. Marx, s'installe à Cologne. Là, un groupe de la Ligue des Communistes est dirigé par Gottschalk et Willich, un groupe d'une vingtaine de membres qui a été capable de créer une Union ouvrière de Cologne forte de 7 000 membres. C'est ce groupe qui influence la population ouvrière de Cologne, et c'est de la ville de Cologne qu'est partie l'agitation politique.

Gottschalk est certes révolutionnaire mais pas vraiment communiste. Il se laisse facilement influencer par les différents courants. S'il distingue la classe ouvrière de la nation en général, par contre il est pour une fédération des républiques allemandes, ce qui va l'opposer à Marx.

Marx ne croit donc pas en l'efficacité de l'Union ouvrière de Gottschalk. Pour ce qui est du parti nécessaire et indispensable à la classe ouvrière, son idée à ce moment-là, dans le feu donc des événements de 1848, il la reprend des leçons de la Révolution française. Ayant étudié celle-ci à fond, il en a retenu que le moteur de la révolution, celui qui l'a poussée le plus loin, a été forgé au fort même de l'action. Il lui semble donc qu'il devra en aller de même du parti révolutionnaire ouvrier.

De même, il semble à Marx - là aussi au vu de tous les soubresauts révolutionnaires précédents - que la bourgeoisie a encore un rôle immense à jouer dans la future révolution, dans le nettoyage de l'ancienne société, rôle que seule la bourgeoisie française a exécuté jusqu'ici. Il s'attend donc à trouver un allié, provisoire certes, mais un allié réel dans la bourgeoisie allemande.

Pour toutes ces raisons, Marx choisit de militer à partir d'une organisation bourgeoise avancée, et il reproche d'ailleurs à Gottschalk d'isoler d'avance la bataille ouvrière en n'ayant

pas cette vision du processus révolutionnaire. Marx participe donc à la fondation d'une association large, l'Association démocratique, et à un journal qu'il espère utiliser pour y développer des idées de plus en plus radicales, "La Nouvelle Gazette Rhénane", lui aussi organe de la démocratie bourgeoise.

Il va falloir l'épreuve des faits pour que Marx reconnaisse ses erreurs et change totalement de stratégie. Dès la fin 1848, après la défaite du prolétariat parisien, les forces réactionnaires relèvent la tête en Prusse, en Hongrie. Et la bourgeoisie prussienne, loin de s'opposer vigoureusement au pouvoir royal, cherche à négocier entre lui et le peuple.

1848 : LA FIN COMPLETE ET DEFINITIVE DU ROLE REVOLUTIONNAIRE DE LA BOURGEOISIE

Marx dénonce cette attitude, explique qu'il faut profiter des coups portés au pouvoir royal pour avancer, et non signer des accords qui vont lui donner un répit et le sauver. Mais la bourgeoisie a peur de rompre totalement avec la monarchie. Alors il apparaît clairement à Marx ce fait nouveau à ce moment-là : la partie démocratique de la bourgeoisie, dont on pouvait espérer qu'elle se battrait pour obtenir des libertés politiques, cette partie démocratique de la bourgeoisie qu'on voit appeler les ouvriers à la révolution encore à la veille de Février 1848, se montre incapable désormais de jouer ce rôle.

Marx fait cette analyse en décembre 1848. Elle mérite d'être citée longuement car elle marque un tournant dans l'histoire de la bourgeoisie et celle du mouvement ouvrier : (Riazanov p. 95)

“La bourgeoisie allemande s'est développée si mollement, si peureusement et si lentement qu'au moment où elle se dressait contre la féodalité et l'absolutisme, elle s'est vue hostile au prolétariat et à toutes les couches de la population urbaine dont les intérêts et les idées s'apparentaient à ceux du prolétariat. Elle a vu qu'elle avait un ennemi non seulement dans une classe derrière elle, mais dans toute l'Europe devant elle. Contrairement à la bourgeoisie française de 1789, elle n'a pas été la classe qui défend toute la société contemporaine contre les représentants de l'ancienne société, de la monarchie et de la noblesse.

“Elle s'est abaissée au niveau d'une catégorie sociale opposée à la monarchie et au peuple, indécise à l'égard de chacun de ses adversaires, car elle les avait toujours vus en avant ou en arrière d'elle ; dès le début, elle était encline à trahir le peuple et à passer un compromis avec le représentant couronné de l'ancienne société, car elle-même elle appartenait à cette ancienne société ; elle représentait non pas les intérêts de la nouvelle société contre l'ancienne, mais des intérêts rénovés au sein d'une société vieillie ; elle était au gouvernail de la révolution non pas parce que le peuple était derrière elle, mais parce que le peuple la poussait devant lui ; elle était à la tête non pas parce qu'elle représentait l'initiative d'une nouvelle époque sociale ; elle était une couche de l'ancien Etat, couche qui ne s'était pas frayé elle-même la voie, mais qui, par la force du cataclysme, avait été jetée à la surface du nouvel Etat ; sans confiance en elle-même, sans foi au peuple, grommelant contre les grands, tremblant devant les petits, égoïste à l'égard des uns et des autres et ayant conscience de son égoïsme, révolutionnaire par rapport aux conservateurs et conservatrice par rapport aux révolutionnaires, n'ayant pas confiance dans ses propres mots d'ordre, ayant des phrases au lieu d'idées, effrayée par l'orage mondial et exploitant cet orage, sans énergie aucune et

recourant au plagiat dans toutes les directions, originale seulement par sa bassesse, transigeant avec ses propres désirs, sans initiative, sans confiance en elle-même, sans foi au peuple, sans vocation historique mondiale, vieillard décrépité, maudit de tous et se voyant condamné dans sa caducité à diriger les aspirations juvéniles d'un peuple fort et à les écarter, vieillard aveugle, sourd et édenté : telle était la bourgeoisie prussienne lorsque, après la révolution de mars, elle s'était retrouvée au gouvernail de l'Etat."

C'est là une correction au Manifeste. On y lisait en effet dans le chapitre "bourgeois et prolétaires" : "La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel... d'abord contre l'aristocratie, puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours, enfin, contre la bourgeoisie des pays étrangers". "Dans toutes ces luttes, écrivait-il dans le Manifeste, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique"(...) Et il ajoutait encore : "De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et, notamment, cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique."

Un an après la rédaction de ces lignes, Marx voit une bourgeoisie devenue apeurée, entièrement réactionnaire, dès qu'a surgi le spectre de la révolution ouvrière entre Février et Juin 1848 à Paris. Ses espérances sur la bourgeoisie progressiste ne se sont pas réalisées. Le modèle de la Révolution française est donc sur ce point dépassé. Il va lui falloir penser à une nouvelle stratégie pour envisager un modèle de conquête du pouvoir.

Dans un premier temps, Marx est persuadé que la révolution va reprendre dans l'année, qu'une crise économique arrive d'Angleterre qui relancera la révolution. Il lui faudra près de trois ans pour tirer tout le bilan de 1848 et déterminer la route qu'il suivra pour la période à venir.

1850 : MARX INVENTE LA REVOLUTION PERMANENTE

C'est en mars 1850, que Marx écrit noir sur blanc ses idées nouvelles sur la stratégie à avoir dans la lutte pour le pouvoir vis-à-vis de la bourgeoisie. C'est encore un texte long, mais passionnant car il nous aide à comprendre toute l'attitude du mouvement ouvrier par la suite, comme par exemple la séparation entre Mencheviks et Bolchéviks en Russie, 55 ans plus tard ! Ce texte, diffusé à l'époque en tracts, s'intitule : "Adresse du Comité Central à la Ligue des Communistes" :

"L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont il poursuit la chute ; il la combat sur tous les points dont elle veut se servir pour s'établir elle-même solidement." (...)

"Tandis que les petits-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et après avoir tout au plus réalisé les revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais que dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Il ne peut

s'agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de l'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle.

“Que la démocratie petite-bourgeoise, au fur et à mesure du développement incessant de la révolution, exerce pour un temps une influence prépondérante en Allemagne, ceci ne laisse subsister aucun doute. Il s'agit donc de savoir quelle sera, à son égard, la position du prolétariat et spécialement de la Ligue :

1. pendant que durera la situation actuelle où les démocrates petits-bourgeois sont également opprimés ;
2. dans la prochaine lutte révolutionnaire qui leur donnera la prépondérance ;
3. après cette lutte, aussi longtemps que durera cette prépondérance des démocrates petits-bourgeois sur les classes déchues et sur le prolétariat.

“En ce moment où les petits-bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation ; il lui tendent la main et s'efforcent de mettre sur pied un grand parti d'opposition, qui embrasserait toutes les nuances du parti démocratique ; en d'autres termes, ils s'efforcent de prendre les ouvriers au piège d'une organisation de parti où prédomine la phraséologie social-démocrate générale, qui sert de paravent à leurs intérêts particuliers et où, pour ne pas troubler la bonne entente, les revendications particulières du prolétariat ne doivent pas être formulées. Une telle union tournerait au seul avantage des petits bourgeois démocratiques et absolument tout au désavantage du prolétariat.

“Le prolétariat perdrait toute sa position indépendante, conquise au prix de tant de peines, et retomberait au rang de simple appendice de la démocratie de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit donc être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, secrète et publique du parti ouvrier, et faire de chaque communauté (chaque cellule donc) le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises.”

Marx prévoit qu'on va le taxer de division : il répond d'avance : “S'il s'agit de livrer combat à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière. Dès qu'il faut combattre directement un tel adversaire, les intérêts des deux partis coïncident momentanément”.

Marx met en garde les ouvriers trop naïfs qui ne verraient pas la soif de la bourgeoisie démocratique à prendre les places du pouvoir sous prétexte qu'elle a été hésitante dans la lutte : “Comme par le passé, dans cette lutte, les petits bourgeois se montreront en masse, et aussi longtemps que possible, hésitants, indécis et inactifs. Mais dès que la victoire sera remportée, ils l'accapareront, inviteront les ouvriers à garder le calme, à rentrer chez eux et à se remettre à leur travail ; ils éviteront les prétendus excès et frustreront le prolétariat des fruits de sa victoire.”

Marx met en garde aussi contre les pièges des lendemains de victoire, où l'on a vu, comme en 1848, un sentiment d'euphorie générale anesthésier les ouvriers : “Il faut au besoin qu'ils (les ouvriers) obtiennent ces garanties de haute lutte et s'arrangent en somme pour

obliger les nouveaux gouvernants à toutes les concessions et promesses possibles ; c'est le plus sûr moyen de les compromettre. Il faut qu'ils s'efforcent par tous les moyens et autant que faire se peut, de contenir la jubilation suscitée par le nouvel état de choses et l'état d'ivresse, conséquence de toute victoire remportée dans une bataille de rue, en jugeant avec calme et sang froid la situation et en affectant à l'égard du nouveau gouvernement une méfiance non déguisée.

“Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels ils établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme d'autonomies administratives locales ou de conseils municipaux, soit sous forme de clubs ou de comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliénent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient, dès le début, surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune.

“Mais pour pouvoir affronter de façon énergique et menaçante ce parti dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et bien organisés. Il importe de faire le nécessaire pour que tout le prolétariat soit pourvu de fusils, de carabines, de canons et de munitions et il faut s'opposer au rétablissement de l'ancienne garde nationale dirigée contre les ouvriers. Là où ce rétablissement ne peut être empêché, les ouvriers doivent essayer de s'organiser eux-mêmes en garde prolétarienne, avec des chefs de leur choix, leur propre état-major et sous les ordres non pas des autorités publiques, mais des conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers.” (...)

“Annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers, procéder immédiatement à l'organisation propre des ouvriers et à leur armement et opposer à la domination, pour le moment inéluctable, de la démocratie bourgeoise les conditions les plus dures et les plus compromettantes : tels sont les points principaux que le prolétariat et par suite la Ligue ne doivent pas perdre de vue pendant et après l'insurrection imminente.” (...)

“Les ouvriers doivent non seulement poursuivre l'établissement de la république allemande une et indivisible, mais encore essayer de réaliser, dans cette république, la centralisation la plus absolue de la puissance entre les mains de l'Etat. Ils ne doivent pas se laisser induire en erreur par tout ce que les démocrates leur racontent de la liberté des communes, de l'autonomie administrative, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où il reste encore à faire disparaître de si nombreux vestiges du Moyen-âge et à briser tant de particularisme local et provincial, on ne saurait tolérer en aucune circonstance que chaque village, que chaque ville, chaque province oppose un nouvel obstacle à l'activité révolutionnaire, dont toute la puissance ne peut émaner que du centre. On ne saurait tolérer que se renouvelle l'état de choses actuel qui fait que les Allemands sont obligés, pour un seul et même progrès, de livrer une bataille particulière dans chaque ville, dans chaque province”.

Et il conclut : “Si par exemple, les petits bourgeois proposent de racheter les chemins de fer et les usines, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces usines soient simplement et sans indemnités confisqués par l'Etat en tant que propriété de réactionnaires”. (...)

“Les revendications des ouvriers devront donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates”.

MAIS LA REVOLUTION N'EST PAS TOUJOURS IMMINENTE

L'idée que la révolution est toujours imminente, toujours à préparer pour le lendemain, cela aussi est une erreur que Marx tient à mettre maintenant en lumière. Il existe des périodes de recul, où le travail des militants n'est alors plus du tout le même.

Sur ce point, Marx s'oppose, dans la Ligue des Communistes, à Karl Schapper qui ne l'admet pas. Marx caractérise ainsi ce qui les sépare : "Nous, nous disons aux ouvriers : « vous avez à traverser 15, 20, 50 ans de guerres civiles et de luttes entre les peuples, non seulement pour changer les conditions existantes, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes à la direction politique». Vous, au contraire, vous dites : «Il nous faut immédiatement arriver au pouvoir ou bien nous n'avons plus qu'à aller nous coucher». "Nous, nous attirons tout spécialement l'attention des ouvriers allemands sur le faible développement du prolétariat allemand. Vous, vous flattez de la façon la plus grossière le sentiment national et les préjugés corporatifs des ouvriers allemands, ce qui est évidemment plus populaire". (...) "Au lieu de la situation réelle, c'est la volonté qui devient la force motrice de la révolution". (Réunion du Conseil Central de la Ligue, 17-9-1850, dans "Le parti de classe" tome 2. Editions Maspero).

1852 - 1864: PENDANT DOUZE ANS DE RECU. LE PARTI DE MARX SE REDUIT A UNE POIGNEE D'OUVRIERS

A partir de 1852, une longue période de réaction s'ouvre effectivement. Pendant une dizaine d'années, Marx va se retrouver à militer sans organisation à proprement parler. Mais nous allons voir que cela ne signifie pas qu'il perd de vue la nécessité de former une équipe communiste, une équipe de futurs dirigeants ouvriers.

Il n'y a pas d'organisation, mais dans ses écrits, notamment dans les lettres à ses amis, Marx parle de parti, de "notre parti", de ses avancées, de ses reculs. "Le parti a la guigne depuis quelques temps écrit-il à Engels le 13 septembre 1853, Steffen a perdu sa place à Brighton. La question se pose même de savoir s'il touchera le salaire qu'on lui doit. Piepper a également perdu sa place de correspondant. Mac Gowan, l'imprimeur et commanditeur de Jones est mort du choléra. Tout cela n'est pas drôle !". Et plus loin, parlant d'un autre militant, il ajoute : "Eccarius fait son métier de tailleur de 5 h du matin à 8 h du soir".

Marx lui-même est sans cesse confronté aux créanciers. Ses conditions de vie sont misérables. Il ne peut se consacrer d'arrache-pied aux recherches et à la rédaction du "Capital" que grâce au dévouement total d'Engels. Celui-ci rentre en effet à nouveau comme employé dans l'entreprise de son père, passant outre l'humiliation et l'horreur qu'il éprouve pour ce milieu. Avec ce qu'il gagne, il fait vivre toute la famille Marx en plus de lui-même, car tout travail alimentaire est refusé à Marx. Ce n'est qu'en 1852 qu'un journal new-yorkais accepte de publier des articles de lui... écrits souvent par Engels car Marx n'a pas le temps. Le travail de rédaction du "Capital", où Marx veut décortiquer le fonctionnement complet du capitalisme, va lui demander des efforts considérables, et l'occuper pendant 40 ans, jusqu'à sa mort.

Mais à aucun moment Marx ne cesse de constituer, de qualifier, de préparer un petit groupe au moins de militants ouvriers, sur la base de ses idées. Ils sont de 20 à 30, ainsi sélectionnés, à qui il fait des conférences. Marx est heureux quand un nouvel ouvrier est

gagné ; il écrit ainsi en 1854 à Engels : “Je considère Steffen comme une excellente acquisition pour notre parti. Il a du caractère et des connaissances.” Le “parti”, ce sont donc 20 ou 30 ouvriers qu’il a sélectionné et qu’il forme, quelques amis totalement dévoués qui ont connu la période de la Ligue des Communistes et qui traversent avec lui et quelques nouvelles recrues la période de recul. C’est un noyau dirigeant solide qui se constitue.

Tous sont constamment suivis par la police, diffamés. Le seul fait de côtoyer Marx les met au banc de la société. La bourgeoisie ne fait aucun cadeau à Marx. “Je ne vous décrirai qu’un seul jour de cette existence, sans rien y changer, et vous verrez que peu de réfugiés ont dû vivre cela, écrit la femme de Marx à un ami, en 1850. Un jour, poursuit-elle, j’étais en train d’allaiter Guido, quand parut soudain notre logeuse ; nous lui avons payé plus de 250 thalers au cours de l’hiver et nous étions convenus avec elle de verser à son propriétaire, et non à elle, le reste de ce que nous lui devons. Elle nia l’existence de cette convention (...), deux recors (des huissiers) pénétrèrent dans la maison, saisirent tout mon petit avoir, les lits, le linge, les vêtements, jusqu’au berceau de mon pauvre enfant”... Trois des enfants de Marx meurent dans le quartier de Soho où ils doivent déménager, l’un des plus pauvres et des plus insalubres de Londres.

1857 : LA CRISE DU CAPITALISME ENGENDRE UN NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER

La Ligue des Communistes avait été liquidée en 1852. Une période de développement ininterrompu du capitalisme s’établit. Mais une crise importante éclate en 1857. Marx va personnellement être acculé à un nouveau recul de ses conditions de vie, notamment du fait que le journal La tribune de New-York ne veut plus de lui comme correspondant. Mais en tant que révolutionnaire, il est heureux : la nouvelle crise provoque une série de mouvements révolutionnaires dans un grand nombre de pays. La marche en avant de la révolution sociale reprend son chemin.

La crise de 1857-58 part d’Angleterre, laisse d’innombrables ouvriers sans travail et entraîne une baisse des salaires. Mais en 1859, une grande grève des ouvriers du bâtiment à Londres est soutenue par les ouvriers d’autres branches de l’industrie. Cette grève a un impact européen car tous les journaux en parlent. Et ce grand mouvement est à l’origine des Trade-Unions, syndicats organisés en unions professionnelles qui regroupent plusieurs syndicats d’Angleterre et d’Ecosse. Les trois principaux dirigeants du Trade-Union de Londres, Odger, Cremer et Howell, tous trois ouvriers, seront au Conseil Général de Londres de la Première Internationale

Ce mouvement des Trade-Unions est tout nouveau. L’ancien mouvement ouvrier anglais a complètement disparu : le chartisme a fondu comme neige au soleil à partir de 1848, en partie parce que l’économie connaît un essor prodigieux avec la fin, provisoire, du chômage, en partie aussi du fait d’un fort courant d’émigration qui amène deux millions d’ouvriers anglais, parmi les plus énergiques, aux Etats-Unis et en Australie.

En 1858, les vieux problèmes posés et non résolus en 1848 resurgissent dans toute l’Europe : le courant en faveur de l’unification allemande se ranime. En Italie aussi, on assiste au réveil des aspirations nationales. En France l’opposition petite-bourgeoise se montre à nouveau. Les anciens groupes socialistes, notamment les proudhoniens, relèvent la tête. Mais la théorie de Proudhon est maintenant toute pacifique et légale. Le moyen que se donnent les

proudhoniens d'améliorer la condition des ouvriers, c'est le crédit à bon marché, et ils préconisent donc la création de sociétés d'entraide, de mutuelles. Mais à côté de ce courant, il y a aussi le courant blanquiste, moins nombreux, mais uniquement composé de révolutionnaires. Ils reprennent leur propagande parmi les ouvriers et les étudiants. Parmi eux, se trouvent Paul Lafargue et Charles Longuet, qui deviendront par la suite des gendres de Marx.

La guerre de Sécession s'ouvre aux Etats-Unis en avril 1861 et provoque une crise sans précédent dans l'industrie cotonnière en Europe (France, Angleterre, Allemagne, et même en Russie) et réduit à la famine des centaines de milliers d'ouvriers du textile, qui est le secteur moteur du début du capitalisme. Des comités pour organiser l'oeuvre de secours s'organisent. En Angleterre, ils ont pour origine le conseil londonien des Trade-Unions. 1861 est encore l'année de l'abolition du servage en Russie. La situation en Russie intéresse beaucoup les ouvriers d'Europe car le tsarisme russe est universellement haï.

En France, ce sont des ouvriers qui vont en Angleterre lors de l'Exposition Universelle de 1862 à Londres. Des rapports s'établissent entre les deux comités. Les ouvriers français et anglais ont la preuve de la liaison étroite d'intérêts qui existe entre eux.

En Allemagne, c'est Lassalle qui relance le travail d'organisation politique de la classe ouvrière, en 1862. Lassalle reprend les idées du Manifeste, mais leur enlève une partie de leur vigueur et de leur tranchant, pour rédiger ce qu'il nomme un "Programme des ouvriers". Il préconise la constitution d'un parti indépendant de la classe ouvrière, mais avec pour objectif prioritaire la conquête du suffrage universel, qui devient dans sa bouche un moyen d'émancipation miraculeux. Lassalle considère qu'il est impossible d'élever les salaires, et il recommande d'organiser des sociétés de production avec l'aide de crédits fournis par l'Etat. Surtout, Lassalle se refuse à se réclamer de l'ancien mouvement communiste, et nie toute filiation avec les idées de Marx.

Marx et Engels sont évidemment opposés à la plupart de ces idées, mais, publiquement, ils choisissent de rester neutres, et se refusent à intervenir contre Lassalle. ce n'est qu'en 1864 qu'ils vont se décider à s'engager à nouveau dans le travail politique public.

En 1863 le régime tsariste écrase une insurrection en Pologne, alors occupée par la Russie. Cette insurrection polonaise provoque en France l'organisation d'assemblées de solidarité et d'un comité dirigé par deux ouvriers, Tolain et Perrachon. A Londres, en avril 1863, un immense meeting est présidé par le professeur Beesly ; l'ouvrier Odger prononce un discours pour défendre les Polonais. Il y est décidé d'organiser un grand meeting international. Celui-ci a lieu le 22 juillet 1863, Odger et Cremer au nom des ouvriers anglais et Tolain au nom des ouvriers français y prennent la parole. Il n'est question que de restaurer la Pologne indépendante. Mais le lendemain est organisé un autre meeting à l'initiative des Trade-Unions et sans la participation des éléments bourgeois. Là, c'est la question d'une organisation unissant les ouvriers des différentes nationalités qui est posée. L'ouvrier Odger doit écrire une adresse aux ouvriers français de la part des ouvriers anglais. Il y met trois mois. En voici un passage :

"La fraternité des peuples est extrêmement nécessaire dans l'intérêt des ouvriers. Les capitalistes nous menacent d'embaucher des ouvriers français, belges, allemands. La faute n'en est pas aux camarades du continent mais exclusivement à l'absence de liaisons régulières entre les salariés des différents pays." La réponse des Français, elle, met... un an. C'est que fin

1863-début 1864, Tolain et Perrachon, tous les deux proudhoniens posent le problème de la candidature d'ouvriers aux élections organisées par Napoléon III : faut-il en présenter ou bien simplement soutenir les candidats radicaux petits bourgeois ? Une scission est opérée avec les bourgeois, Tolain est présenté aux élections. Un manifeste, autrement dit un programme politique, est proclamé. Et cette attitude aussi est significative de l'évolution du mouvement ouvrier.

1864, A LONDRES : L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Donc un an après l'adresse des Anglais, une Assemblée est organisée le 28 septembre 1864 à la salle Saint-Martin dans le centre de Londres. Les ouvriers présents sont essentiellement anglais, français et allemands L'adresse est lue par Tolain devant une salle comble. En voici un extrait : "Nous, ouvriers de tous les pays, nous devons nous unir et opposer une barrière infranchissable à l'ordre de choses existant, qui menace de diviser l'humanité en une masse d'hommes affamés et furieux d'une part et, de l'autre, en une oligarchie de rois de la finance et de bonzes repus. Aidons-nous les uns les autres pour atteindre notre but".

C'est cette date de 1864 qu'il convient de retenir car c'est à cette assemblée qu'est décidé à l'unanimité de fonder l'Association Internationale des Travailleurs. Marx n'a participé en rien à tout cela. Tout ce qui vient d'être dit a été l'oeuvre, du début jusqu'à la fin, des ouvriers eux-mêmes. Marx est là, mais simplement en invité. C'est sans doute du fait d'ouvriers anciennement membres de la Ligue des Communistes que les organisateurs ont pensé à inviter Marx.

Marx n'est donc pas le fondateur de la Première Internationale, et elle est entièrement fondée par les seuls ouvriers. Mais il en devient rapidement le principal inspirateur. Ce qui décide Marx à participer pleinement à la construction de cette organisation, malgré ses faiblesses, malgré aussi son manque de clarté politique, c'est qu'elle offre la possibilité d'une force réelle, concrète, avec des ouvriers qui cette fois sont bien présents, ce qui n'était pas vraiment le cas du temps de la Ligue des Communistes. C'est donc devant et pour ces ouvriers que Marx décide de mener cette expérience complètement. Marx défend d'abord ses thèses dans une sous-commission, puis le comité lui demande de rédiger un projet de programme.

Marx dira à Engels : "Il fut très difficile de présenter notre point de vue sous une forme qui le rendit acceptable dans la phase où se trouve actuellement le mouvement ouvrier. Il faudra du temps avant que le réveil du mouvement permette le franc-parler d'autrefois, il faut agir avec fermeté dans le fond, modération dans la forme".

La rédaction est en effet différente du Manifeste Communiste qui avait été écrit 17 ans plus tôt. Marx est obligé de tenir compte du niveau du développement du mouvement ouvrier de 1864 dont les membres sont maintenant bien plus nombreux, mais dont les idées sont nettement moins avancées que celle de la petite avant-garde révolutionnaire de 1848 pour laquelle le Manifeste avait été écrit.

L'adresse inaugurale que rédige Marx n'est pas un programme d'idées, mais décrit des faits précis. Et c'est à travers eux qu'il souligne que le capitalisme, bien que venant de connaître une période d'expansion sans précédent, n'a pas réussi à diminuer la misère et les

injustices sociales. “Dans tous les pays d’Europe, dit Marx, c’est devenu actuellement une vérité incontestable à tout esprit impartial, et déniée par ceux-ci seulement dont l’intérêt consiste à renvoyer les autres à un paradis imaginaire, que ni le perfectionnement des machines, ni l’application de la science à la production, ni la découverte de nouvelles communications, ni les nouvelles colonies, ni l’émigration, ni la création des nouveaux débouchés, ni le libre-échange, ni toutes ces choses ensemble ne sont en état de supprimer la misère des classes laborieuses ; qu’au contraire, tant que la base fautive d’à présent existera, chaque nouveau développement de la force productive du travail creusera nécessairement un abîme plus large et plus profond entre les contrastes sociaux et fera ressortir l’antagonisme social plus âcre et plus aigu”.

Bien qu’en termes conciliants, Marx tire les leçons des errements des courants coopératifs si nombreux et encore très présents : “ l’expérience de la période 1848 à 1864 a prouvé, dit-il, au-dessus de tout doute, que tout excellent qu’il est en pratique, le travail coopératif, renfermé dans un cercle étroit des efforts partiels des ouvriers éparpillés, n’est pas capable d’arrêter le progrès géométrique du monopole, n’est pas capable d’émanciper les masses, n’est pas même capable d’alléger sensiblement le fardeau de leur misère”. Et il conclut : “C’est pourquoi il est devenu un grand devoir de la classe ouvrière de conquérir le pouvoir politique.” et son appel reprend l’ancien et toujours actuel “Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !”

UN PROGRAMME ET UNE ORGANISATION AU SERVICE DE L’UNITE DES TRAVAILLEURS

Les statuts de cette première organisation de classe internationale commencent ainsi : “Considérant que l’émancipation des travailleurs doit être l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes ; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ;

Que l’assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : politique, morale, matérielle ;

Que tous les efforts faits jusqu’ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d’une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées ;

Que l’émancipation des travailleurs n’est pas un problème simplement local ou national, qu’au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique (...)

Les soussignés ont pris la décision de fonder l’Association Internationale des Travailleurs”.

L’attitude de Marx à ce moment est de ne pas chercher à imposer sa doctrine, mais à permettre aux différents courants ouvriers et socialistes, même en désaccord avec lui, de rejoindre l’Internationale. Voici quelques articles des statuts. Le premier insiste sur la nécessité de la centralisation pour l’organisation à construire : “Une association est établie pour procurer un point central de communication et de coopération entre les ouvriers des différents pays aspirant au même but, savoir : le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière”.

L'article 4 précise que la composition sera ouvrière : " Le Conseil général siègera à Londres et se composera d'ouvriers représentant les différentes nations faisant partie de l'Association internationale.(...)"

L'article 6 engage à une activité qui doit devenir de plus en plus unifiée : "Le Conseil général établira des relations avec les différents associations d'ouvriers, de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays ; qu'une enquête sur l'état social soit faite simultanément et dans un même esprit ; que les questions proposées par une société, et dont la discussion est d'un intérêt général, soient examinées par toutes et lorsqu'une idée pratique ou une difficulté internationale réclamerait l'action de l'Association, celle-ci puisse agir d'une manière uniforme (...)"

L'article 7 revient sur la nécessité d'une unification, cette fois des organisations ouvrières elles-mêmes : " Puisque le succès du mouvement ouvrier ne peut être assuré dans chaque pays que par la force résultant de l'union et de l'association ; que, d'autre part, l'utilité du Conseil général dépend de ses rapports avec les sociétés ouvrières, soit nationales soit locales, les membres de l'Association internationale devront faire tous leurs efforts, chacun dans son pays, pour réunir en une association nationale les diverses sociétés d'ouvriers existantes, ainsi que pour créer un organe spécial."

Cet article insiste aussi sur la nécessité pour tous les groupes d'envoyer des rapports et des comptes rendus à la direction centrale : "sauf les obstacles légaux, aucune société n'est dispensée de correspondre directement avec le Conseil général, à Londres".

Marx va être vraiment la tête pensante ainsi que l'organisateur de l'Internationale. C'est lui qui donne, au nom du Conseil général, la direction élue de l'Internationale, des conseils, des analyses. En mars 1865, il dit à Engels que l'Internationale lui prend un temps énorme : " Le 28 février jusqu'à minuit, conférence avec les Français Tolain et Fribourg qui venaient de Paris ; puis séance de nuit pendant laquelle je dus signer deux cents cartes d'adhérents ; le 1er mars, meeting polonais ; le 4 mars jusqu'à une heure du matin, séance du sous-comité consacrée à la question française ; la même chose le 6 mars jusqu'à une heure du matin ; le 7 mars jusqu'à minuit, séance du Conseil Général : « Well mon cher, que faire ? Quand le vin est tiré, il faut le boire !" »

La croissance de l'Internationale est rapide : en mars 1865, c'est-à-dire six mois après l'Assemblée de la salle Saint-Martin à Londres, l'Internationale est en relation avec 25 villes en France, et le nombre des adhérents en Angleterre dépasse les 12 000.

En Allemagne, les lassalliens ne veulent pas en entendre parler car il y a une rupture entre eux et les partisans de Marx comme Wilhelm Liebknecht, qui sera le père de Karl Liebknecht. Cette rupture est due au fait que les lassalliens soutiennent inconditionnellement le gouvernement de Bismarck, et se mettent à préconiser un "socialisme d'Etat". Sauf les émigrés comme Marx et d'autres, les Allemands ne vont donc pas participer à l'Internationale.

Autre problème : l'argent. En septembre 1865, un rapport sur les finances de l'Internationale fait état de leur situation lamentable. Il n'a été ramassé dans l'année que 780 francs, soit juste assez pour payer le local de Londres où réside le Conseil général. Lors de l'impression de l'Adresse inaugurale, on doit décider de ne l'imprimer qu'en français et en

anglais, et les Italiens, les Belges et les Espagnols devront se contenter que du texte français. Les textes anglais ne sont tirés qu'à mille exemplaires.

L'INTERNATIONALE : DES ACTES CONCRETS QUI RELIENT LES TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

Mais l'Internationale va connaître un grand retentissement. Car sur le fond elle correspond à un besoin vital pour les travailleurs partout pressurés par les patrons, étendant la pratique du chômage et de l'immigration pour baisser les salaires.

Ainsi en 1867, les patrons parisiens lock-outent 5 000 ouvriers bronziers, pour les obliger à quitter la société de crédit mutuel qu'ils viennent de constituer. Les 5 000 bronziers se mettent en grève. L'internationale se charge de populariser la grève dans tous les pays, et ses associations, ses militants organisent des collectes à travers toute l'Europe. Finalement, le rapport de forces est inversé et ce sont les ouvriers qui imposent leurs propres conditions aux patrons pour reprendre le travail : 25% d'augmentation des salaires.

En 1868, c'est encore un succès parmi les 3 000 ouvriers du bâtiment, en grève à Genève cette fois. Des secours leur parviennent d'Angleterre, de France, de Belgique, d'Allemagne. Et ils imposent la journée de 10 h au lieu de 12 h jusqu'ici. En Belgique, des mineurs du bassin de Charleroi sont réprimés dans le sang par la police et l'armée parce qu'ils revendiquent la diminution du nombre de journées passées au fond. L'Internationale vient au secours des familles des victimes, procure des défenseurs aux prisonniers qui seront tous acquittés, organise des collectes jusqu'aux Etats-Unis, et la grève est victorieuse.

Ces quelques succès apportent vite aux ouvriers une fierté et un prestige qui dépassent de loin le développement réel de l'Association internationale. Les bruits les plus farfelus se mettent à courir quant aux effectifs de l'AIT. L'Internationale devient un mythe. Et la peur, pour un temps, commence à passer dans le camp des possédants. Ils voient l'Internationale partout.

Mais la Première Internationale ne parvient pas vraiment à faire entrer dans les moeurs une tradition d'adhésion et d'organisation bien solide et régulière. Les cotisations ne sont pas payées régulièrement. Si, au Congrès de Bâle de 1869, on compte 5 nouveaux pays représentés (Etats-Unis, Autriche, Belgique, Espagne, Italie), en plus des 4 présents au Congrès de Bruxelles en 1866 (Angleterre, France, Allemagne et Suisse), certains chiffres restent vraiment dérisoires et problématiques. Les Anglais regroupent 230 sections, qui réunissent théoriquement 95 000 adhérents, mais seuls 294 cotisants sont comptés en 1870. 385 en Allemagne, 2 000 en France, 2 000 en Italie, 6 000 en Suisse et 20 000 en Italie. L'Italie, l'Espagne qui comportent les plus gros chiffres sont influencés par des courants qui ne sont pas marxistes.

1863-1869 : LA LUTTE CONTRE PROUDHON

La première grande lutte d'idées au sein de l'Internationale oppose Marx et les marxistes aux proudhoniens. Cette bataille va toucher à tous les problèmes discutés et va durer de 1863 à 1869. Au 1er congrès, à Genève, en 1866, a lieu une discussion sur le travail des femmes. Le rapport du Conseil général, écrit par Marx affirme : "Les femmes cependant

doivent être rigoureusement exclues de n'importe quel travail de nuit et de toute sorte de travail où la pudeur serait blessée et où leur corps serait exposé à des poisons ou à d'autres agents délétères". Mais les conceptions des proudhoniens français sont tout autres. Pour eux : "La femme, n'est point faite pour travailler, sa place est au foyer de la famille, elle est l'éducatrice naturelle de l'enfant, elle seule peut le préparer à l'existence civique mâle et libre". Et le congrès adopte et les thèses de Marx et celles des proudhoniens français.

Les proudhoniens sont aussi opposés aux grèves. Pour eux, "elles ruinent l'ouvrier". La section bruxelloise leur répond : "N'est-il pas toujours grand et beau de voir l'esclave protester contre des mesures barbares et inhumaines ? Et quelle mesure peut être plus barbare et plus inhumaine que celle qui consiste à rogner sans cesse la ration de ceux qui ne vivent déjà que de privations ?..."

Les proudhoniens, encore eux, mais ils sont majoritaires en France, s'opposent à la propriété collective. Tolain dit dans une intervention : "Nous voyons dans la propriété individuelle une extension du moi et dans la propriété collective une diminution de l'individu". "Dans l'industrie, par exemple, ajoute-t-il, on avait longtemps cru à la nécessité de l'association, mais depuis, cette opinion a fait place à l'idée coopérative, qui laisse le bon côté de l'idée collective tout en conservant à chacun sa liberté de production et de vente".

Marx doit encore se battre contre les Français pour imposer l'idée qu'il faut la journée de 8 heures avant toute chose. Il trouve cette fois l'appui des Anglais, qui pensent comme lui que "la conditions préalable sans laquelle toute tentative d'amélioration et de libération de la classe ouvrière resterait infructueuse, était la diminution légale de la journée ouvrière". Comme la limitation à 8 heures est déjà une revendication des ouvriers des Etats-Unis, le congrès en fait la plate-forme générale de la classe ouvrière du monde entier.

Au sujet de l'activité syndicale, Marx insiste pour en montrer l'absolue nécessité : il démontre que dans la lutte entre le capital et le travail salarié, les ouvriers sont dans une situation désavantageuse, car le capital est une force sociale concentrée entre les mains d'un capitaliste, alors que l'ouvrier seul ne dispose que de sa force de travail. Il se heurte là encore aux proudhoniens qui prétendent qu'on peut revendiquer un contrat de travail "libre et juste". Marx insiste aussi pour donner aux syndicats qui sont donc nécessaires une orientation socialiste. Il voit déjà, en Angleterre notamment, le danger du corporatisme et des revendications égoïstes, avec le risque de voir cette forme d'organisation privilégier les couches les moins exploitées. Voici quelques extraits de son rapport : "Elles doivent, dit-il à propos des Trade-Unions, aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction. En s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, elles feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds".

Ce Congrès de Genève dont presque toutes les résolutions importantes sont écrites par Marx, a un immense écho. Ces textes entrent dans les programmes de tous les partis ouvriers.

1869-1872 : LA BATAILLE CONTRE BAKOUNINE

Au congrès de Bâle, en 1869, les idées de Proudhon sont cette fois battues de façon tout à fait claire. Mais une nouvelle lutte commence. C'est cette fois un Russe qui apparaît,

l'anarchiste Bakounine. Bakounine est le fils d'un riche propriétaire foncier. Militant révolutionnaire très jeune, connu pour son courage contre l'absolutisme russe, il fait cinq ans de prison très dures dans les années 1850, où il est atteint du scorbut et perd ses dents. Il s'évade pour l'Europe. Il rencontre Marx en 1864, au moment de la fondation de l'Internationale, lui promet son aide, mais va au contraire en Italie construire une société révolutionnaire bourgeoise. Après quoi, au lieu d'entrer dans l'Internationale, il fonde une "Alliance internationale de la social-démocratie".

Bakounine pense depuis longtemps que Marx surestime l'importance de la classe ouvrière. A ses yeux, les intellectuels, les étudiants, les représentants de la bourgeoisie démocrates, les déclassés, constituent des éléments bien plus révolutionnaires. Sa société a des allures très révolutionnaire. Mais elle n'a pas de programme socialiste. En économie, elle préconise l'égalité économique et sociale de toutes les classes, et non pas la suppression des classes. Bref, elle fait tout pour ne pas effrayer ses membres provenant des classes petite-bourgeoise ou bourgeoise.

Bakounine commence par revendiquer l'adhésion de son organisation telle quelle à l'Internationale, et non pas des adhésions individuelles de ses membres. Ce à quoi le Conseil général oppose un refus. Alors Bakounine annonce qu'il accepte les conditions d'adhésion. Mais Marx soupçonne bientôt que Bakounine trompe le Conseil général, et qu'il a conservé l'organisation centrale de sa société, avec pour but de mettre la main sur l'Internationale. En tous cas, il apparaît vite que l'Alliance de Bakounine fonctionne bien comme telle, au sein même de l'Internationale.

Ses idées rappellent celles de Weitling, vingt ans plus tôt : Il faut détruire, après quoi sortira d'elle-même une nouvelle société de cette destruction. Et comme Weitling, Bakounine compte sur les déclassés et les exaspérés de toutes classes.

Mais Bakounine est plus éloigné du socialisme que Weitling. D'abord parce que nous sommes maintenant vingt ans plus tard. Et surtout parce que Bakounine ne veut en aucun cas entendre parler de conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Les méthodes de Bakounine et de ses partisans deviennent vite odieuses : ils commencent par attaquer Marx qui "corrompt les ouvriers en faisant d'eux des raisonneurs", puis ils le traitent de dictateur, de falsificateur, et ce sont ensuite des injures, y compris antisémites. Bakounine dispose de nombreux partisans en Suisse, en Italie et en Espagne. En France, Varlin, Pindy, adhèrent à son organisation. La crise est donc aiguë.

1871, LA COMMUNE DE PARIS : GLOIRE ET FIN DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

En mars 1871, surgit la Commune de Paris. Bien des membres de l'Internationale participent aux événements importants, de sa préparation jusqu'à la fin : Varlin est aux subsistances, Jourde aux finances, Vaillant à l'enseignement, Frankel au Travail, Theisz à la Poste. Marx est à Londres et ne peut avoir pratiquement aucune nouvelle de la situation réelle dans Paris assiégé. Dès le 30 mai 1871, deux jours après que la dernière barricade soit tombée aux mains des Versaillais, Marx termine la rédaction d'une adresse de l'Internationale qui nous tient à coeur : elle est intitulée "la Guerre Civile en France". Dans ce texte, Marx aperçoit dans la masse des événements extraordinaires et mouvementés de la Commune, les

signes d'une invention proprement extraordinaire : les moyens de forger un Etat propre, au service des travailleurs, un Etat ouvrier.

Marx est largement confirmé dans la leçon qu'il avait tiré des événements de 1848 : le prolétariat ne peut se contenter de s'emparer de la vieille machine d'Etat bourgeoise. Il doit la démolir. Et la Commune démontre qu'il lui faut aussi créer son propre appareil d'Etat. Enfin, ce pouvoir doit s'étendre à tout le pays pour avoir une chance de se consolider, et à une série de pays capitalistes pour remporter la victoire définitive.

Bakounine et ses partisans tirent de leur côté des conclusions opposées de la Commune de Paris. Ils sont contre tout Etat, et préconisent d'organiser des "communes" isolées dans chaque ville.

Quand la répression se déchaîne, La bourgeoisie fait de Marx "l'homme le mieux calomnié et le plus menacé de Londres". "Le Soir", journal français, écrit que Marx a été le secrétaire du comte de Bismarck et qu'il est tout le temps en relation avec lui. Les journaux berlinois, eux, écrivent qu'il s'enrichit aux dépens des travailleurs. C'est même cette campagne de calomnie contre Marx et l'Internationale qui fait de Marx un homme public connu, alors que jusque-là il l'est seulement des militants.

La fin de la Commune est le signal d'une répression contre toute l'Internationale à travers l'Europe entière. Jules Favre, le chef du gouvernement français, adresse une circulaire le 6 juin 1871 aux représentants français à l'étranger qui dit : "cette organisation s'étend sur toute l'Europe, comme une franc-maçonnerie aux lointaines ramifications". Il est envisagé entre les gouvernements allemands et autrichiens d'opposer à l'association universelle des ouvriers, une association universelle des employeurs qui aurait pour principe une solidarité de la possession. Le pape Pie IX invite le gouvernement suisse à renoncer au droit d'asile quand il s'agit de membres de l'Internationale. L'Internationale est décimée.

En France, ses meilleurs militants sont tués, arrêtés ou déportés. En Allemagne, Bebel et Liebknecht sont arrêtés et enfermés en forteresse, pour avoir protesté contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. En Angleterre, un virage vers le réformisme s'amorce pour des militants de la section anglaise de l'Internationale. La bourgeoisie anglaise a accumulé des capitaux colossaux avec le pillage de ses colonies, et elle tire également profit de la lutte qui vient d'opposer en 1870 les deux autres puissances européennes, la France et l'Allemagne. Elle peut se permettre d'attribuer une part de ses bénéfices à une couche privilégiée de ses ouvriers. D'anciennes lois contre les syndicats sont supprimées. Et certains membres se désolidarisent du manifeste sur la Commune de Paris, trop radical pour eux. Odger démissionne du Conseil général et devient membre d'une commission royale.

C'est dans ce contexte de recul grave que s'ouvre le congrès de La Haye en 1872. Tout le monde s'attend à une lutte terrible avec les bakouninistes. Effectivement, l'exclusion de Bakounine est proposée par la commission spéciale chargée d'enquêter sur l'Alliance de Bakounine. Et cette proposition est acceptée.

Il est aussi décidé de transférer le Conseil général à New York. Mais en fait, l'histoire de la Première Internationale s'arrête là. Le Conseil général annoncera en 1876 qu'elle a cessé d'exister.

Pour Marx et Engels, une période est révolue. Celle qui a vu naître pour la première fois dans l'histoire de la société de classes, une classe, la classe ouvrière se construire un drapeau à l'échelle internationale. Celle qui a vu ce drapeau faire voir rouge à la puissance des possédants. Désormais, c'est des futurs soubresauts de l'histoire qu'ils attendent les circonstances propices à la constitution, non plus seulement d'un drapeau, mais de véritables organisations de combat, et où cette fois les masses ouvrières constitueront une force qu'il ne sera plus possible de balayer par la répression.

Juillet 1995

BIBLIOGRAPHIE

Boris Nicolaïevski et Otto Maenchen-Helfen : La vie de Karl Marx
(Gallimard NRF)

D. Riazanov : Marx et Engels
(éditions Anthropos)

*

La première Internationale
(10X18 n° 1056)

Annie Kriegel : Les internationales ouvrières
(Que sais-je n° 1129)

Marx-Engels : Correspondance, tome 1 1835-1848
(éditions sociales)

Marx-Engels : Textes sur l'organisation
(Spartacus n° 36)

Le Congrès de La Haye de la Première Internationale : 2 au 7
septembre 1872
(éditions du Progrès)

TABLE DES MATIERES

En 1845, la découverte du travail d'organisation : à Londres, la Ligue des Justes, de Weitling	3
En 1846, une organisation de propagande marxiste : à Bruxelles, la Société d'Education ouvrière	4
En 1847, la première organisation communiste : à Londres, La Ligue des Communistes	5
En 1848, le premier programme communiste : Le Manifeste	6
En 1848, la révolution transporte Marx et Engels en Allemagne.	6
1848 : la fin complète et définitive du rôle révolutionnaire de la bourgeoisie	8
1850 : Marx invente la révolution permanente	9
Mais la révolution n'est pas toujours imminente	12
1852 - 1864 : pendant douze ans, de recul, le parti de Marx se réduit à une poignée d'ouvriers	12
1857 : la crise du capitalisme engendre un nouveau mouvement ouvrier	13
1864, à Londres : l'Association Internationale des Travailleurs	15
Un programme et une organisation au service de l'unité des travailleurs	16
L'internationale : des actes concrets qui relient les travailleurs de tous les pays	18
1863-1869 : la lutte contre Proudhon	18
1869-1872 : la bataille contre Bakounine	19
1871, la Commune de Paris : gloire et fin de la Première Internationale	20
BIBLIOGRAPHIE	23